

Les deux transitions démographiques du Québec, 1860-1996

TWO DEMOGRAPHIC TRANSITIONS IN QUEBEC, 1860-1996

Roderic Beaujot

Volume 29, numéro 2, automne 2000

Mutations de la fécondité dans le monde industrialisé

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010286ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010286ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaujot, R. (2000). Les deux transitions démographiques du Québec, 1860-1996. *Cahiers québécois de démographie*, 29(2), 201-230.
<https://doi.org/10.7202/010286ar>

Résumé de l'article

Au Québec, le retard de la première transition démographique peut être mis en rapport avec la lenteur initiale des autres transformations socio-économiques et culturelles. L'écart de fécondité entre le Québec (5,3 enfants par femme) et l'Ontario (3,2) est particulièrement marqué en 1921. Par la suite, la baisse de la fécondité est globalement plus rapide au Québec, où le phénomène du baby-boom est moins important, de sorte qu'en 1960 les deux provinces atteignent ensemble le chiffre de 3,8 enfants par femme. Les années 1960 voient culminer la première transition au Québec, alors même que s'engage la deuxième. Celle-ci, en une décennie, portera la fécondité de 3,76 (1960) à 1,97 enfant par femme (1970). Elle comporte surtout un assouplissement des formes conjugales, associé à la fréquence du divorce et de la cohabitation. Si la cohabitation est particulièrement marquée au Québec, une plus forte proportion des naissances a lieu aux âges plus avancés en Ontario. Les niveaux de fécondité du Québec et de l'Ontario sont similaires en 1996 : 1,56 enfant par femme.

Les deux transitions démographiques du Québec, 1860-1996

Roderic BEAUJOT *

Les mutations démographiques jettent un éclairage particulier sur l'histoire d'une société. Sans en approfondir tous les aspects socio-économiques et culturels, on peut poser que les principales transformations associées à la première transition démographique sont liées à la valeur économique des enfants pour leurs parents, ainsi qu'aux changements de mentalité qui permettent à l'individu d'acquérir la maîtrise de sa destinée reproductive (Caldwell, 1997). Outre les changements d'ordre économique, qui permettent aux adultes d'envisager la *possibilité* d'avoir moins d'enfants, et à l'évolution des attitudes, susceptible d'influencer leur *désir* de procréer, les *moyens* de contraception jouent aussi un rôle important (Coale, 1973; Lesthaeghe et Vanderhoeft, 1997). Dans ce contexte théorique, c'est le délai qui s'écoule entre les changements économiques et les moments de la transition démographique qui exige des interprétations spécifiques (Caldwell, 1999), et c'est du côté des mentalités ou des facteurs culturels qu'il convient de rechercher l'explication tant de la lenteur que de la rapidité des transformations.

Dans un texte publié en 1957 par le *Canadian Journal of Economics and Political Science* (qui a précédé, au Canada, les revues de sociologie et de démographie), Henripin signale un dilemme idéologique inhérent à la reproduction, faisant ressortir les avantages que présente le passage de la quantité à la qualité lorsqu'il s'agit d'avoir des enfants, en même temps que la possibilité qu'une civilisation de la contraception manque d'ouverture envers la vie. Ce sont justement de tels dilemmes culturels, de telles discussions, qui indiquent les changements de mentalité.

* Département de Sociologie, University of Western Ontario, London, Ont N6A 5C2.
rbeaujot@julian.uwo.ca.

Pour comprendre la rapidité des changements survenus au Québec au cours des dernières décennies, nous prendrons le temps de situer les étapes antérieures de l'évolution de la fécondité québécoise dans leur contexte historique. L'Ontario nous fournira un point de comparaison pour évaluer le caractère plus ou moins rapide ou tardif des mutations observées. Voilà en effet deux sociétés qui ont connu des niveaux de fécondité assez proches au milieu du XIX^e siècle (au début de la période qui nous intéresse), et de nouveau en 1960. Les différences observées dans l'intervalle, entre 1860 et 1960, posent donc question. Il sera intéressant d'étendre notre tentative d'explication à toute la fin du XX^e siècle, et surtout de chercher à voir comment l'échelonnement de la première transition démographique aide à comprendre le déroulement de la deuxième.

LE DÉBUT D'UNE TRANSITION

Rappelons que les études sur les XVII^e et XVIII^e siècles ne mettent en évidence aucun signe de baisse volontaire de la fécondité au Canada. Charbonneau et al. (1987) constatent une absence complète de malthusianisme chez les Français établis en ce pays : l'âge moyen des mères à la naissance de leur dernier enfant est de 39,4 ans, et leur descendance complète de 6,9 enfants. De leur côté, Larsen et Desjardins (1997) montrent, à l'aide des modèles de Bongaarts, qu'au cours de la période 1660-1719 les Canadiens sont en régime de fécondité naturelle. La comparaison des couples de France et de Nouvelle-France pour les mariages ayant eu lieu avant 1730 indique aussi que la stérilité est beaucoup moins élevée en Amérique (Landry, 1993 : 585).

La population du début du XVIII^e siècle, qui allait doubler tous les 25 ans (Henripin, 1954 : 113) jusqu'au siècle suivant, ne semble d'ailleurs pas avoir été sujette aux conditions économiques qui incitent les parents à avoir moins d'enfants :

Il semble en effet que cette population n'a rencontré que peu d'obstacles économiques à son expansion démographique. Des ressources naturelles surabondantes réclamaient des exploitants; tout habitant, si pauvre fût-il, pouvait acquérir un domaine dont l'étendue n'était limitée que par sa capacité d'exploitation; et justement, il n'en tenait qu'à lui d'accroître cette capacité, et par là sa puissance, et sa sécurité, en ayant beaucoup d'enfants.

À ces bases économiques, il faut ajouter le besoin collectif de sécurité contre les « Indiens » et les Anglais.

Ainsi la population canadienne ne pouvait-elle guère se reconnaître dans les conditions énumérées par Malthus : famine, mariage tardif, pauvreté, vie dans les grandes villes (*ibid.* : 111).

Si la fécondité des premiers Canadiens a souvent été soulignée, surtout par comparaison avec la France, il est intéressant de noter qu'elle a eu son équivalent en Ontario au début du peuplement européen. Les estimations de l'indice synthétique de fécondité fournies par Henripin (1968 : 30) pour 1851 et pour 1871 sont même plus élevées en Ontario qu'au Québec (voir le tableau 2). À l'aide des indices de Princeton, McInnis (1992a) calcule également pour 1851 des niveaux de fécondité (I_t) assez proches pour les deux provinces, et supérieurs aux niveaux européens.

On trouvera au tableau 1 les indices de Princeton calculés par le même auteur (McInnis, 1987, 1992a, 2000a) pour le Québec et l'Ontario pour les années 1851, 1861, 1891 et 1931. Ayant constaté des inexactitudes dans les données censitaires du XIX^e siècle pour le nombre de naissances de l'année précédant le recensement et pour le nombre d'enfants de zéro et un an, McInnis (1992a) utilise plutôt les données sur les enfants de 2-4 ans, auxquelles il applique des taux de survie pour obtenir le nombre de naissances. Puisque les niveaux de mortalité diffèrent selon les régions, les taux de survie sont calculés par région. McInnis rapporte les naissances calculées au nombre de femmes mariées, y compris les veuves, sans faire d'ajustement pour tenir compte des naissances illégitimes.

Celui de ces indices qui attire le plus l'attention est l'indice de fécondité légitime (I_g), fondé sur une comparaison avec la fécondité maximale, celle de la population huttérite. Dans les études sur l'Europe, on relève en particulier qu'une réduction de 10 pour cent de cet indice annonce le début de la transition démographique, et que les indices supérieurs à 650 sont souvent le signe d'une fécondité naturelle. Il se produit très peu de changements entre 1851 et 1861, mais l'indice baisse abruptement en Ontario entre 1861 et 1891. Le seuil de 10 pour cent de réduction est atteint en France en 1800, et entre 1882 et 1894 dans de nombreux autres pays : Angleterre, Écosse, Australie, Nouvelle-Zélande, Belgique, Allemagne, Hongrie, Suède et États-Unis (Caldwell, 1999 : 480). L'Ontario appartient probablement à ce groupe, enregistrant une réduction de 25 pour cent entre 1851 et 1891, année où il passe sous le seuil de 0,650, que le Québec ne rejoindra qu'après 1921 (Pouyez et Lavoie, 1983 : 289). Au Québec, si l'on pose que la période 1871-1881 précède la transi-

TABLEAU 1 — Indices de fécondité générale (I_f) et légitime (I_g) et indice de nuptialité (I_m), Québec et Ontario, 1851-1931^a

	I_f	I_g	I_m
<i>Québec</i>			
1851	0,488	0,854	0,571
Villes	0,375	0,730	0,514
Autres	0,479	0,857	0,580
1861	0,487	0,868	0,561
Villes	0,479	0,828	0,578
Autres	0,479	0,875	0,547
1891	0,435	0,793	0,549
Villes	0,346	0,700	0,494
Autres	0,458	0,815	0,562
1931	—	—	—
Villes	—	0,561	—
Autres	—	0,725	—
<i>Ontario</i>			
1851	0,465	0,766	0,607
Villes	0,350	0,636	0,551
Autres	0,479	0,782	0,613
1861	0,446	0,765	0,583
Villes	0,382	0,679	0,562
Autres	0,453	0,774	0,585
1891	0,299	0,573	0,521
Villes	0,264	0,538	0,491
Autres	0,305	0,597	0,526
1931	—	—	—
Villes	—	0,322	—
Autres	—	0,386	—

Source : McInnis, 1987, 1992a et 2000a.

a. Villes : Québec, Trois-Rivières et Montréal (Québec); Ottawa, Kingston, Toronto, Hamilton et London (Ontario). Pour chaque province, l'indice de 1931 est la moyenne des indices de ces villes.

tion, la réduction de 10 pour cent est probablement atteinte en 1901 (d'après les calculs de Pouyez et Lavoie), et la baisse la plus forte de l'indice a lieu durant la période 1921-1931.

Les données de McInnis (1992a, 2000a) montrent que la fécondité des femmes mariées était forte en Ontario et au Québec en 1861, mais pas au point de dépasser sensiblement les normes européennes du temps. On est davantage frappé par la nuptialité

élevée des deux provinces et par le mouvement à la baisse des indices, qui touche cependant l'Ontario de façon plus marquée, au point qu'en 1891 son indice de nuptialité est passé sous celui du Québec.

Déjà, en 1861, on perçoit des différences régionales en Ontario. La fécondité est plus faible (de 16 pour cent) dans les cinq grandes villes de la province que dans les régions rurales (tableau 1). Elle diminue surtout, en effet, au sein de la population non agricole, et c'est dans les régions rurales de colonisation récente qu'elle est la plus forte. Au Québec, la fécondité est plus faible dans les régions qui comptent une forte proportion d'anglophones.

En 1891, les variations prennent de l'ampleur, surtout entre le Québec et l'Ontario (McInnis, 2000a). Eu égard à divers pays européens, l'Ontario a l'indice I_g le plus bas après la France, tandis que le Québec est en haut de la liste. À l'intérieur des deux provinces, en Ontario, la fécondité est plus élevée dans les régions francophones et dans les régions rurales récemment ouvertes; par ailleurs, dans le tiers des comtés de la province, une diminution de plus de 30 pour cent de l'indice I_g atteste que la transition est bien engagée, et qu'elle est relativement en avance par rapport aux « standards » européens (McInnis, 1992a). Au Québec, la fécondité est moindre dans les comtés anglophones et dans les villes où la population anglophone est importante; la réduction de l'indice I_g est de 19,0 pour cent entre 1861 et 1891 à Montréal, comparativement à 22,0 pour cent à Toronto, mais elle n'est que de 2,0 pour cent à Trois-Rivières. Par ailleurs, dans quelques comtés totalement francophones, comme Laprairie, Iberville et Saint-Hyacinthe, la fécondité des femmes mariées présente des signes de fléchissement en 1891 par rapport à 1861.

On relève d'autres différences démographiques entre l'Ontario et le Québec au cours de cette période. La mortalité infantile, notamment, est plus forte au Québec. McInnis (1992b) calcule pour 1891 un taux de 282 décès pour mille naissances dans trois villes du Québec, comparativement à 180 pour mille dans cinq villes de l'Ontario. Compte tenu des causes de décès, en particulier de la diarrhée estivale, il attribue une partie de ces différences à la durée plus courte de l'allaitement dans la population francophone. De plus, il semble qu'en Ontario, surtout au sein de la population non agricole et dans les régions rurales manquant de terres disponibles, les couples mariés aient décidé de réduire leur fécondité. Au Québec, la stratégie des familles aurait plutôt consisté à envoyer une partie de leurs enfants travailler au sud de la

frontière américaine. S'il ne s'agissait pas là d'une méthode de « planification familiale » délibérée, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'une quantité considérable de départs par voie d'émigration a fait partie de la dynamique démographique du Québec. Par exemple, selon les calculs de Tremblay et Heyer (1993 : 280), afin de compenser les pertes causées par la mortalité et l'émigration, une Saguenayenne devait à l'époque donner naissance à cinq enfants pour être sûre d'en avoir deux qui se marient dans la région.

TRANSITIONS DIFFÉRENTIELLES : 1891-1941

Les différences entre le Québec et l'Ontario, déjà importantes en 1891, continuent de s'accroître jusqu'aux environs de 1921. La coexistence de régimes différents et l'ampleur des écarts sont d'ailleurs typiques des périodes de transition. À l'aide des taux de fécondité légitime par âge, Henripin (1968 : 42) montre que l'écart entre les deux provinces culmine en 1921. Les mêmes observations sont valables pour l'indice synthétique de fécondité (tableau 2). En 1891, le taux du Québec est de 38,6 pour cent supérieur à celui de l'Ontario; l'écart atteint son maximum — 64,7 pour cent — en 1921, mais se situe encore à 41,0 pour cent en 1941. Exprimée en nombre d'enfants par femme, la différence est de l'ordre de deux en 1921 (5,3 enfants au Québec, 3,2 en Ontario) et de un en 1941 (3,4 enfants au Québec, 2,4 en Ontario). Durant ces vingt années, la baisse a donc été plus forte au Québec qu'en Ontario, surtout durant la période 1921-1931 : 24,4 pour cent comparativement à 17,6 pour cent.

Le recensement de 1941 révèle ainsi des écarts importants dans le nombre d'enfants mis au monde par les femmes non célibataires. Chez les femmes de 40 à 64 ans, ce nombre est plus de 70 pour cent plus élevé au Québec, où la moyenne s'établit à 5,6 enfants, comparativement à 3,2 en Ontario (tableau 3). Les différences de fécondité sont moins marquées aux âges inférieurs; à 15-19 ans, la fécondité n'est que de 6,1 pour cent supérieure au Québec. On retrouve bien sûr les mêmes écarts chez les femmes plus âgées aux recensements subséquents. Par exemple, au recensement de 1961, les femmes de 80-84 ans ont eu 6,2 enfants au Québec et 3,6 en Ontario, soit une différence de 75 pour cent (Henripin, 1968 : 46).

Dans sa monographie intitulée *The Changing Size of the Family in Canada*, Charles (1948) met le niveau de ces écarts en rapport avec diverses caractéristiques. À l'intérieur des catégories (langue maternelle, religion, milieu de naissance et de résidence,

TABLEAU 2 — Indice synthétique de fécondité, Québec et Ontario, 1851-1997

Année	Québec	Ontario	Année	Québec	Ontario
1851	6,839	7,218	1960	3,764	3,793
1871	6,413	6,770	1961	3,700	3,742
1891	5,586	4,031	1962	3,578	3,689
1911	5,445	3,670	1963	3,473	3,618
1921	5,295	3,215	1964	3,333	3,475
1926	4,307	2,730	1965	2,996	3,125
1927	4,266	2,702	1966	2,646	2,790
1928	4,195	2,704	1967	2,364	2,586
1929	4,010	2,667	1968	2,180	2,461
1930	4,059	2,748	1969	2,100	2,447
1931	4,001	2,648	1970	1,974	2,401
1932	3,804	2,530	1971	1,878	2,221
1933	3,502	2,369	1972	1,669	1,987
1934	3,441	2,286	1973	1,628	1,901
1935	3,369	2,276	1974	1,606	1,839
1936	3,364	2,219	1975	1,658	1,799
1937	3,268	2,161	1976	1,665	1,712
1938	3,261	2,273	1977	1,678	1,681
1939	3,211	2,202	1978	1,630	1,628
1940	3,287	2,316	1979	1,670	1,615
1941	3,389	2,403	1980	1,615	1,605
1942	3,529	2,505	1981	1,568	1,573
1943	3,571	2,591	1982	1,482	1,585
1944	3,643	2,474	1983	1,434	1,586
1945	3,666	2,469	1984	1,427	1,615
1946	3,832	2,970	1985	1,399	1,602
1947	3,896	3,277	1986	1,375	1,596
1948	3,805	3,097	1987	1,366	1,577
1949	3,797	3,110	1988	1,427	1,590
1950	3,812	3,111	1989	1,527	1,626
1951	3,775	3,222	1990	1,637	1,668
1952	3,861	3,406	1991	1,649	1,657
1953	3,877	3,539	1992	1,652	1,667
1954	3,944	3,667	1993	1,614	1,641
1955	3,904	3,732	1994	1,610	1,650
1956	3,904	3,657	1995	1,580	1,640
1957	4,001	3,714	1996	1,560	1,570
1958	3,938	3,680	1997	1,522	1,528
1959	3,928	3,773			

Sources : Henripin, 1968 : 30; Dumas et Bélanger, 1996 : 136; Statistique Canada, 1993b; 1999a : 23; 1999b : 4.

et niveau de scolarité), les différences entre le Québec et l'Ontario sont minimales (tableau 4). À 45-54 ans, la descendance moyenne est de 8,53 enfants au Québec et de 7,66 en Ontario pour les femmes de langue maternelle française, catholiques, nées et

TABLEAU 3 — Nombre moyen d'enfants déjà nés par femme, Québec et Ontario, 1941-1991

Âge	1941	1961	1971	1981	1991	1991
						Toutes les femmes
<hr/>						
Femmes non célibataires						
<hr/>						
<i>Québec</i>						
15-19	0,537	0,694	0,593	0,309	0,269	0,029
20-24	1,068	1,235	0,792	0,548	0,472	0,245
25-29	1,842	2,160	1,552	1,190	0,985	0,770
30-34	2,934	2,948	2,475	1,788	1,560	1,348
35-39	4,077	3,553	3,136	2,187	1,811	1,623
40-44	5,047	3,909	3,554	2,721	1,969	1,807
45-49					2,210	2,052
50-54 ^a	5,715	3,916	3,746	3,454	2,678	2,486
55-59					3,214	2,960
60-64 ^a	6,176	4,616	3,679	3,864	3,596	3,282
65-69					3,840	3,492
70+ ^a	6,400	5,548	4,570	4,093	3,887	3,386
<i>Ontario</i>						
15-19	0,506	0,718	0,610	0,428	0,426	0,038
20-24	0,917	1,263	0,887	0,684	0,593	0,247
25-29	1,433	2,035	1,652	1,247	1,030	0,764
30-34	2,005	2,518	2,523	1,833	1,653	1,431
35-39	2,522	2,719	2,964	2,282	1,958	1,792
40-44	2,936	2,736	3,033	2,729	2,090	1,965
45-49					2,316	2,210
50-54 ^a	3,236	2,579	2,844	3,084	2,734	2,628
55-59					3,065	2,957
60-64 ^a	3,482	2,761	2,587	2,928	3,124	3,001
65-69					3,025	2,905
70+ ^a	3,937	3,199	2,991	2,735	2,750	2,586

Sources : Recensement de 1971, 92-718, tableau 23; Recensement de 1981, 92-906, tableau 1; Recensement de 1991, 93-321, tableaux 1 et 2.

a. Entre 1941 et 1981, les groupes d'âge sont décennaux : 45-54 ans, 55-64 ans et 65 ans et plus.

établies en milieu rural et comptant 0-8 années de scolarité; elle est de 1,96 au Québec et de 2,08 en Ontario chez les anglo-protestantes urbaines plus instruites (9-12 ans de scolarité). Charles constate que la religion et la langue maternelle ont une influence importante, mais que les différences qui leur sont associées s'atténuent dans les régions urbaines lorsque le niveau d'instruction augmente. Par exemple, ce sont les urbaines les plus

TABLEAU 4 — Nombre moyen d'enfants déjà nés par femme non célibataire du groupe d'âge 45-54 ans, selon diverses caractéristiques, Québec et Ontario, 1941 ^a

Scolarité	Franco-catholiques		Anglo-catholiques		Anglo-protestantes	
	Rurales	Urbaines	Rurales	Urbaines	Rurales	Urbaines
<i>0-8 années</i>						
Québec	8,53	5,47	6,47	3,94	3,81	2,96
Ontario	7,66	5,46	5,20	3,76	3,61	2,76
<i>9-12 années</i>						
Québec	7,66	4,33	5,97	3,05	3,17	1,96
Ontario	6,73	4,48	4,64	2,91	2,87	2,08

Source : Charles, 1948 : 72.

- a. La langue dont il s'agit est la langue maternelle. Les femmes « rurales » sont celles qui sont nées dans une région rurale et vivent en 1941 dans une région rurale; de la même façon, les femmes urbaines sont celles qui sont nées dans une région urbaine et vivent dans une région urbaine en 1941.

instruites (9-12 ans de scolarité) qui ont la fécondité la plus faible chez les catholiques de langue française : 4,4 enfants (tableau 4); c'est néanmoins plus que le double des 2,0 enfants des anglo-protestantes présentant les mêmes caractéristiques. Pour les autres variables, les différences entre l'Ontario et le Québec sont moins marquées, ce qui indique que ce sont les distributions selon la religion et la langue maternelle qui différencient les deux provinces. Dumas et Bélanger (1996 : 142) constatent le même phénomène au recensement de 1991; mais, cette fois, la fécondité des personnes de langue maternelle française (ainsi que de celles de langue anglaise) est plus élevée en Ontario.

McInnis (2000b) conclut que c'est surtout la culture — française et catholique — qui explique le délai dans la réduction de la fécondité au Québec et dans les autres régions francophones du pays. De leur côté, Krotki et Lapierre (1968) font remarquer qu'au moins durant la période précédant le recensement de 1961, le haut niveau de fécondité des catholiques est en fait plus élevé parmi les autres groupes ethniques que dans le groupe d'origine française. La forte fécondité du Québec serait ainsi davantage liée à son catholicisme qu'à sa culture française. D'autre part, en analysant les données par sous-région, McInnis (1987) montre qu'au cours de la période 1891-1931 la réduction est surtout liée à l'urbanisation dans le cas de l'Ontario, et qu'il y a moins de réduction dans les régions francophones du pays. Il constate des

baisses de fécondité importantes à Montréal et à Québec, plus faibles ailleurs au Québec. Dans certaines régions rurales de la province, par exemple dans la région de Chicoutimi-Lac-Saint-Jean, il estime que la transition est à peine amorcée en 1931. Par ailleurs, deux régions situées à l'ouest de Montréal, donc près de l'Ontario, présentent des réductions marquées. Les choses se passent comme si un processus de diffusion, amorcé notamment à partir de Montréal, était freiné par la religion catholique.

On observe une autre différence au cours de la période 1891-1931 : la nuptialité augmente en Ontario et diminue au Québec (McInnis, 2000b). Selon les calculs de Pouyez et Lavoie (1983 : 289), la baisse atteint 7,0 pour cent entre 1891 et 1931 au Québec. Il se peut que le contrôle des naissances à l'intérieur du mariage ait favorisé en Ontario une nuptialité plus précoce et plus répandue.

Lors de l'enquête sur la fécondité de 1971 au Québec, le pourcentage de femmes ayant déclaré qu'elles n'avaient jamais eu une idée précise du nombre d'enfants qu'elles désiraient était de 54 pour cent pour la cohorte née en 1906-1910, comparativement à 25 pour cent pour la cohorte née en 1926-1930 (Gauvreau et Gossage, 1997 : 488); dans les deux mêmes cohortes, le pourcentage de femmes ayant eu recours à la contraception était de 19 et de 59 pour cent respectivement. Chez les répondantes de 35 ans et plus, 47 pour cent éprouvaient des réticences à l'égard de la contraception ou la désapprouvaient (Henripin et Lapierre-Adamcyk, 1974 : 103). Parmi ces femmes, 21,5 pour cent s'attendaient à rester sans enfant ou à n'en avoir qu'un, mais, « si les choses avaient été à recommencer », seulement 5,6 pour cent auraient souhaité s'en tenir à cela (*ibid.* : 36).

Il est difficile de trouver des indicateurs socio-économiques épousant les mêmes tendances que la fécondité au Québec et en Ontario durant la période 1891-1941. À partir de 1861, l'urbanisation du Québec accuse un certain retard par rapport à celle de l'Ontario (tableau 5). La différence s'accroît durant certaines périodes (1871-1891, 1911-1921), mais ce ne sont pas toujours celles où les écarts de fécondité se creusent. En 1911, l'Ontario est à moitié urbain, et sa fécondité s'établit à 3,7; en 1921, le Québec est également à demi urbanisé, mais sa fécondité est de 5,3. Plus des deux tiers de la population vivent dans les villes en 1941 en Ontario, en 1951 au Québec. Mais le nombre d'agglomérations urbaines de 5000 habitants ou plus par million de population suit une tendance semblable à celle de la fécondité : les différences s'accroissent entre 1881 et 1921, puis s'atténuent.

TABLEAU 5 — Indicateurs d'urbanisation et de mortalité infantile, Québec et Ontario, 1851-1971

	Pourcentage de la population résidant en milieu urbain		Nombre d'agglomérations urbaines par 1 000 000 hab.		Proportion de la main-d'œuvre en agriculture		Probabilité de décès avant 1 an	
	Québec	Ontario	Québec	Ontario	Québec	Ontario	Québec	Canada
1851	14,9	14,0	—	—	—	—	179,5	175,1
1861	16,6	18,5	—	—	—	—	178,8	177,8
1871	19,9	20,6	3,35	7,40	—	—	178,0	164,7
1881	23,8	27,1	5,89	9,86	—	—	162,7	153,8
1891	28,6	35,0	6,04	10,88	—	—	153,8	154,4
1901	36,1	40,3	6,06	12,83	—	—	144,5	134,1
1911	44,5	49,5	6,48	14,64	36,5	36,1	120,3	112,6
1921	51,8	58,8	7,20	13,97	33,6	31,4	100,3	84,9
1931	59,5	63,1	6,96	13,99	27,4	27,2	77,3	72,4
1941	61,2	67,5	7,50	12,94	27,1	23,2	63,9	59,2
1951	66,8	72,5	8,38	12,40	16,6	13,5	54,5	38,5
1961	74,3	77,3	10,08	11,71	9,1	8,8	30,1	24,4
1971	80,6	82,4	—	—	4,4	5,1	22,1	21,3

Sources : Stone, 1967 : 29, 69, 269; Leacy, 1983 : M72-73, D516-517; Bourbeau et Légaré, 1982 : 79-106; Recensement de 1971, 92-709, tableau 11.

Notes : Nombre d'agglomérations urbaines de 5000 habitants et plus par million de population. Main-d'œuvre agricole en pourcentage de la main-d'œuvre totale, hommes. Probabilité de décès pour 1000 durant la première année de vie.

Sachant qu'à l'époque une partie de la hiérarchie urbaine était occupée par une population étrangère, et que l'urbanisation n'était donc pas toujours indigène, on peut penser que l'urbanisation de la population française du Québec marquait un retard appréciable.

En ce qui concerne le niveau d'instruction, les recensements de la période 1901-1931 nous renseignent sur la proportion de gens sachant lire et écrire. Cette proportion s'élève déjà à 77,9 pour cent au Québec et à 90,0 pour cent en Ontario en 1901, et l'écart diminue aux recensements suivants (Recensement de 1921, vol. II : 598). Un très large accès à l'instruction n'a donc pas assuré ici une transition rapide, contrairement à la thèse soumise par Caldwell (1980) pour les pays en voie de développement. Bien qu'elles soient toujours très basses, les différences liées à la participation des femmes à la main-d'œuvre s'aplanissent entre 1911 et 1921 (tableau 6). Au chapitre de la mortalité infantile, enfin, l'écart s'accroît entre le Québec et la moyenne canadienne au cours de la période 1891-1921, et ne s'atténue qu'après 1951 (tableau 5).

TABLEAU 6 — Taux de participation à la main-d'œuvre pour la population de 15 ans et plus, selon le sexe, Québec et Ontario, 1911-1996

Année	Hommes		Femmes	
	Québec	Ontario	Québec	Ontario
1911	87,3	89,6	16,2	17,6
1921	86,9	88,8	18,7	19,1
1931	87,1	86,7	21,9	20,6
1941	85,4	86,4	22,9	22,3
1951	85,0	85,6	25,0	26,5
1961	76,7	80,7	27,9	32,6
1971	70,4	79,8	33,9	43,7
1981	75,8	79,7	47,5	55,2
1991	74,7	77,4	56,0	62,1
1996	70,5	73,0	54,6	60,0

Source : Dumas et Bélanger, 1996 : 188; Recensement de 1996, *Dimension Series. Labour Force and Unpaid Work*.

La période 1891-1941 se caractérise donc par un retard marqué du Québec sur l'Ontario eu égard à divers indicateurs de développement. Mais les écarts entre les deux provinces à ces autres points de vue ne coïncident pas toujours avec celui qui les sépare sur le plan de la fécondité, lequel atteint son maximum vers 1921. Le décalage est nettement plus marqué pour la fécondité que pour les autres variables : si le Québec rattrape l'Ontario en moins de dix ans pour les indicateurs socio-économiques, il lui en faut davantage lorsqu'il s'agit de la fécondité.

De l'avis de certains auteurs qui ont analysé les causes de la transition démographique, l'évolution différentielle des indicateurs socio-économiques et de la fécondité relèverait du facteur culturel. Selon Caldwell (1999), la charge représentée par les enfants s'est accrue au cours du XIX^e siècle, et il faut donc imputer le retard des couples à réduire leur fécondité aux normes et valeurs qui les empêchaient de planifier leur famille à leur guise, dans le sens de leurs intérêts économiques. Caldwell souligne en particulier que les relations entre hommes et femmes ne favorisaient pas les discussions sur la contraception. Au Québec, les changements d'ordre économique incitaient sans doute les couples à limiter les naissances, mais la culture — notamment la religion catholique — empêchait beaucoup de gens d'envisager la planification familiale, et les moyens de contraception acceptables faisaient défaut. Le discours malthusien ne pénétrait que lentement dans les mentalités, et l'élite religieuse prônait la « revanche des berceaux ».

UNE CONVERGENCE ATTRIBUABLE À DES TENDANCES DIFFÉRENTES : 1940-1960

L'année 1921 est donc celle où l'écart de fécondité entre le Québec (5,3 enfants par femme) et l'Ontario (3,2) est le plus marqué. Par la suite, étant donné la réduction plus rapide de la fécondité au Québec et son augmentation plus forte en Ontario, les deux provinces atteignent en 1960 le niveau de 3,8. Le processus de convergence s'étend sur 40 ans, mais il comprend une phase où le déclin est plus rapide au Québec (1921-1931 surtout) et une autre où la reprise de la fécondité est plus prononcée en Ontario (après 1941). Dumas et Bélanger (1996 : 142) ont recours à ces deux phénomènes pour expliquer la période 1940-1960, où on assiste à la poursuite de la transition démographique et à un baby-boom nettement plus important en Ontario (voir aussi Henripin, 1968 : 30; Beaujot et McQuillan, 1981 : 64; Kyriazis, 1990; Krull et Trovato, 1998; Le Bourdais et Marcil-Gratton, 1996). Au Québec, malgré son importance moindre, le baby-boom prolonge le retard de la première transition.

Eu égard aux taux du moment, le baby-boom fait grimper les indices de fécondité de 71,9 pour cent en Ontario (où le taux passe de 2,2 en 1937 à 3,7 en 1957) et de 24,6 pour cent au Québec (3,2 en 1939, 4,0 en 1957). Selon McInnis (2000b), le Québec rural n'aurait pas connu de baby-boom, mais la réduction de sa fécondité a été plus lente durant cette période.

Une partie importante du baby-boom est liée à une diminution de l'âge des mères à la naissance de leurs enfants, de sorte qu'au niveau des cohortes le *boom* est à peine perceptible au Québec. Par exemple, tous états matrimoniaux confondus, les Ontariennes âgées de 55-69 ans en 1991 ont une descendance de 3,0 enfants (en bonne partie nés durant le baby-boom), comparativement à 2,6 enfants à 50-54 ans et à 70 ans et plus, soit une différence maximale de 16 pour cent (tableau 3). Au Québec, la réduction est continue pour ces cohortes.

Les probabilités d'agrandissement de la famille donnent une idée plus précise de ces variations entre le Québec et l'Ontario (tableau 7). Par exemple, la probabilité d'avoir un premier enfant est supérieure pour les générations 1937-1941 au Québec, pour les générations 1927-1941 en Ontario. C'est surtout aux parités 0 à 2, pour les générations 1922-1936, responsables d'un « baby-boom », qu'on observe une augmentation en Ontario. Ces probabilités plus élevées existent également au Québec pour les générations 1922-1936, aux parités 0 et 1. Le baby-boom s'étend donc sur plus de

TABLEAU 7 — Probabilités d'agrandissement des familles selon l'âge atteint en 1991, par groupe de générations, Québec et Ontario, 1991

Proba- bilité d'agran- disse- ment	Génération							
	Avant 1922	1922- 1926	1927- 1931	1932- 1936	1937- 1941	1942- 1946	1947- 1951	1952- 1956
	À 50 ans					À 45- 49 ans	À 40- 44 ans	À 35- 39 ans
<i>Québec</i>								
a ₀	745	806	823	838	847	835	816	779
a ₁	868	892	890	889	863	820	789	753
a ₂	788	792	775	728	621	481	387	335
a ₃	767	742	713	638	508	376	226	220
a ₄	748	710	653	590	485	362	274	231
<i>Ontario</i>								
a ₀	813	865	878	894	888	868	845	801
a ₁	814	865	886	896	886	859	832	807
a ₂	650	686	704	701	630	498	414	391
a ₃	604	611	613	584	493	372	297	262
a ₄	602	585	575	529	460	355	279	247

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1991, no 93-321 au catalogue, tableau 2.

Note : a₀ : Proportion des femmes qui ont eu au moins un enfant. a₁ : proportion des femmes qui, ayant eu un enfant, en ont eu au moins un autre. a₂ : proportion des femmes qui, ayant eu deux enfants, en ont eu au moins un autre. Etc. Seules les naissances survenues avant le Recensement de 1991 sont comptées.

génération et plus de parités en Ontario. S'il n'a entraîné qu'une légère augmentation de la fécondité dans quelques cohortes au Québec, on peut lui attribuer une interruption de la chute de la fécondité, donnant une descendance de 3,3 à 3,4 enfants aux femmes québécoises âgées de 60 ans et plus en 1991 (tableau 3).

Le baby-boom comporte un rajeunissement de l'âge au mariage et à la première naissance. Durant la période 1941-1961, les transformations de la nuptialité, tout en étant moins marquées au Québec qu'en Ontario, font augmenter la fécondité (Henripin, 1968 : 63; Romaniuc, 1984 : 144). Comme l'indique le tableau 7, la probabilité d'avoir un premier enfant augmente, dans les deux provinces, pour les cohortes 1922-1926 à 1937-1941. Gee (1986) en conclut qu'à certains égards le baby-boom a accentué des tendances déjà existantes : mariage plus répandu et plus précoce, diminution du nombre de femmes sans enfants, concentration des naissances sur

un plus petit nombre d'années, et uniformisation du nombre de naissances par couple.

À certains points de vue, les changements de la période 1940-1960 sont les plus difficiles à expliquer. On a abondamment parlé de la stabilité du Québec d'avant 1960. Par exemple, dans son étude sur l'évolution des politiques sociales, Vaillancourt (1988) décrit les années 1940-1960 comme une période de résistance au changement, où les femmes subissent une « oppression » fondée sur les valeurs et sur leur inégalité devant la loi et devant l'accès aux études supérieures (*ibid.* : 63). Tandis que l'État-providence se développe au niveau fédéral, le Québec se retranche alors dans une stratégie « non interventionniste de résistance ». Mais les conditions de vie se transforment : entre 1941 et 1961, la proportion de la population urbanisée passe de 61,2 à 74,3 pour cent, et le niveau de la mortalité infantile de 63,9 à 30,1 pour mille (tableau 5). Au sein de la population de 15-24 ans, la proportion de personnes comptant moins de neuf ans de scolarité passe de 56,4 pour cent en 1951 à 37,6 pour cent en 1961. Ce progrès tend à rapprocher le Québec de l'Ontario, où la même proportion passe de 32,0 à 21,3 pour cent (tableau 8). Néanmoins, en 1951 au Québec, 62,8 pour cent de la population de 25 ans et plus compte moins de neuf ans de scolarité, comparativement à 50,6 pour cent en Ontario.

Tandis qu'il y a progrès pour plusieurs indicateurs de développement, la fécondité augmente, passant de 3,4 à 3,7 enfants par femme entre 1941 et 1961. Même s'il ne se solde pas par un accroissement de la descendance finale au Québec, c'est probablement le baby-boom qui explique le mieux les phénomènes de la période 1940-1960, ayant ralenti les déclins auxquels la transition démographique aurait permis de s'attendre.

Des conjonctures particulières, tant économiques que culturelles, seraient en cause (Beaujot, 2000 : 243). Du point de vue économique, l'après-guerre, et même les années antérieures, à partir de 1940, sont marquées par une forte expansion. En dollars constants, le salaire moyen enregistre au Canada un accroissement de 34,4 pour cent au cours de la période 1940-1950, et de 42,5 pour cent durant la décennie suivante (*ibid.* : 137). Les jeunes couples ont confiance en l'avenir économique du pays, et donc en la possibilité de fonder une famille.

Au plan culturel, on a parlé de cette période comme d'un âge d'or de la famille, où la vie était centrée sur la famille nucléaire (Skolnick, 1987 : 6-16). Mais, en cet âge d'or, la division sexuelle des rôles demeure traditionnelle. Bien que les femmes soient de

TABLEAU 8 — Plus haut niveau de scolarité atteint, population de 15 ans et plus, Québec et Ontario, 1951-1991

	1951		1961		1971		1981		1991	
	QC	ONT								
<i>15-24 ans</i>										
< 9 ^e année	56,4	32,0	37,6	21,3	15,4	9,1	6,0	3,5	6,0	2,0
9e-13e année	42,9	66,8	61,2	77,4	60,0	68,5	59,8	67,8	52,6	62,1
Études post-secondaires partielles	—	—	—	—	21,4	18,9	31,4	24,9	37,1	30,5
Diplôme universitaire	0,6	1,2	1,2	1,3	3,1	3,5	2,9	3,8	4,2	5,3
<i>25 ans et plus</i>										
< 9e année	62,8	50,6	56,9	46,3	50,7	34,7	34,4	22,8	23,6	14,1
9e-13e année	34,9	46,4	39,7	49,9	30,5	42,7	33,2	38,5	38,6	39,3
Études post-secondaires partielles	—	—	—	—	13,7	16,7	23,9	28,1	26,2	31,9
Diplôme universitaire	2,3	3,0	3,4	3,9	5,2	5,9	8,5	10,6	11,5	14,6

Source : Recensement de 1991, no 93-328, tableau 1.

plus en plus instruites, l'idéal, après le mariage, consiste souvent à répartir le travail entre les conjoints selon deux champs de responsabilités bien définis : l'acquisition du revenu familial et l'entretien de la famille. Caldwell (1999) propose une interprétation similaire pour expliquer le retard de la transition démographique dans les pays de langue anglaise : le rôle des femmes était surtout domestique, dans un système matrimonial de plus en plus fragile, et les enfants constituaient donc un apport favorable à la stabilité des mariages. Il est évident que, dans les années 1950, les normes prescrivaient un nombre d'enfants relativement élevé. Si l'on prend la moyenne des sondages de 1957 et de 1960, on constate que 73 pour cent des Québécois et 52 pour cent des Ontariens souhaitaient avoir au moins quatre enfants, pour une moyenne de 4,5 au Québec et de 3,6 en Ontario (Boyd, 1974).

Le baby-boom s'est donc accompagné de plusieurs changements d'ordre démographique liés à la nuptialité, à l'âge des mères à la naissance de leur premier enfant et aux probabilités d'agrandissement des familles. Ce fut également une période de forte croissance économique et de culture traditionnelle eu égard à la famille. Ces aspects ont touché l'Ontario plus que le Québec, mais on peut

penser qu'ils ont contribué au prolongement du retard de la première transition au Québec.

À un baby-boom moins visible au Québec succède une baisse de la fécondité plus brutale : de 4,0 en 1957, la fécondité des Québécoises est devenue inférieure à 2,0 en 1970. Celle des Ontariennes passe de 3,7 en 1957 à moins de 2,0 à partir de 1972.

UNE NOUVELLE DIFFÉRENCE QUI SE MAINTIENT : 1960-1996

Il est difficile de prendre l'Ontario comme norme, étant donné l'importance de son baby-boom. Dans l'ensemble des pays développés, la fécondité moyenne diminue constamment depuis un demi-siècle : de 2,74 durant la période 1950-1965, elle se chiffre à 2,11 en 1970-1975 et à 1,57 en 1995-2000 (Nations Unies, 1999 : 10). Comme elle s'amorce à partir de niveaux sensiblement plus élevés, la baisse qui survient au Québec et en Ontario, surtout durant les années 1960, a de quoi retenir l'attention. Mais on observe des tendances analogues (une réduction de 50 pour cent sur 15 ans) dans des pays comme la France, l'Allemagne, les États-Unis et l'Espagne, soulignent Caldwell et al. (1995), qui perçoivent l'effet des mêmes tendances dans le contexte social : transformations familiales, participation des femmes à la main-d'œuvre, propagation de l'avortement et de la stérilisation, développement de l'éducation.

À certains égards, des continuités se dégagent à partir de 1960. Contrairement à la situation passée, la fécondité du Québec est maintenant inférieure à celle de l'Ontario. La différence s'accroît au cours des années 1960, pour atteindre son maximum (21,6 pour cent) en 1970, mais elle est de 15,4 pour cent lorsque la fécondité du Québec descend à son niveau le plus bas, en 1987. Durant une courte période, entre 1977 et 1980, la fécondité est légèrement plus élevée au Québec. La différence est inférieure à deux pour cent durant les périodes 1977-1981 et 1990-1997 (tableau 2). En ce qui concerne la descendance atteinte au recensement, tous états matrimoniaux confondus, les femmes âgées en 1991 de 20-29 ans (générations 1962-1971) et de 55-59 ans (génération 1932-1936) présentent des résultats très semblables dans les deux provinces, mais les femmes de moins de 55 ans et les autres générations nées depuis 1936 ont une descendance finale moins nombreuse au Québec. C'est chez les femmes âgées de 35-39 ans en 1991 (génération 1952-1956) que l'écart est le plus marqué : leur descendance est de 1,79 enfant en Ontario et de 1,62 enfant au Québec, soit une différence de 10,4 pour cent. Les

différences relatives à la probabilité d'avoir un premier enfant diminuent d'une génération à l'autre, mais dans la génération 1952-1956, les probabilités d'agrandissement de la famille sont de 15 pour cent moindres au Québec qu'en Ontario pour les parités 2 et 3 (tableau 7).

Cela veut dire qu'au Québec la fécondité a subi sa baisse la plus forte durant les années 1960 : elle est passée de 3,67 en 1960 à 1,97 en 1970, soit une réduction de 47,6 pour cent. Dans la mesure où le baby-boom est lié à la diminution de l'âge des mères à la naissance de leurs enfants, une partie de la réduction subséquente de la fécondité est un effet de calendrier. Il demeure que la descendance des Québécoises passe de 2,49 à 1,81 entre les générations 1937-1941 et 1947-1951, soit un déclin de 27,4 pour cent (tableau 3).

D'autres sous-périodes méritent que l'on s'y arrête, en particulier 1982-1988, où les chiffres sont inférieurs à 1,50; il se produit ensuite une légère reprise, à partir de 1988, jusqu'à un maximum de 1,65 en 1992, puis de nouveau un fléchissement, à 1,52, en 1997. Bien que d'autres phénomènes entrent sûrement en ligne de compte, il est intéressant de noter que durant la période où le gouvernement accorde une prime pour le troisième enfant (1988 à 1997), la fécondité dépasse 1,50, sauf en 1988, et que la différence entre le Québec et l'Ontario est minime. Les gains se font vers le début de cette période, mais ils durent plus longtemps au Québec (1988-1992) qu'en Ontario (1988-1990).

À long terme, ce sont surtout les années 1960 qui demandent une explication. Dans l'ouvrage collectif *La Société québécoise en tendances*, Caldwell (1990 : 125) écrit que, « depuis l'émigration massive de la fin du XIX^e siècle, cette baisse rapide de la fécondité constitue sans doute l'événement démographique le plus remarquable au Québec ». Passant les transformations familiales en revue, Péron et al. (1987) notent que c'est la réduction de la taille des familles qui retient le plus l'attention.

Les enquêtes sur la fécondité ont évidemment relevé des évolutions en ce qui concerne la pratique de la contraception et les intentions de fécondité. L'enquête menée à Toronto en 1968 témoigne d'une forte orientation vers le contrôle des naissances (Balakrishnan et al., 1975), et l'enquête réalisée au Québec en 1971 permet de conclure à « la fin de la revanche des berceaux » (Henripin et Lapierre-Adamcyk, 1974). Ainsi, seulement 30 pour cent des femmes de moins de 35 ans désapprouvent la contraception ou l'envisagent avec réserve (*ibid.* : 103). Parmi les couples mariés avant 1946, seulement 28,7 pour cent ont eu recours à la

contraception, alors que 84,6 pour cent des couples mariés de 1966-1971 l'ont utilisée ou comptent le faire (*ibid.* : 162). L'enquête de 1976 conclut que « la révolution contraceptive se confirme ». Surtout, on remarque que les pronostics sont révisés à la baisse. Les naissances qui, en 1971, étaient simplement reportées ont cessé d'être attendues. Par exemple, pour les générations 1946-1950, on prévoyait une moyenne de 3,3 enfants en 1971, mais de 2,7 en 1976 (Henripin et al., 1981 : 23). Dans *Les Enfants qu'on n'a plus au Québec*, Henripin et ses coauteurs (1981 : 162) constatent que « la pratique de la contraception est un domaine qui n'a pas échappé aux bouleversements de la révolution tranquille au Québec ». Pour la stérilisation, en particulier, on estime que le Québec dépasse l'Ontario à partir du milieu des années 1970, si bien que 21,1 pour cent des femmes et 10,0 pour cent des hommes sont stérilisés en 1978 (Marcil-Gratton et Lapierre-Adamcyk, 1983).

Sur la question de l'avortement, Henripin et Lapierre-Adamcyk (1974 : 116) estiment que les attitudes sont très modérées : moins de 10 pour cent des gens acceptent l'avortement pour « n'importe quel motif ». Mais plus de 60 pour cent l'acceptent lorsque la vie ou la santé de la mère est en jeu, que l'enfant est anormal, ou qu'il y a eu viol. On peut penser que si les gens acceptent l'avortement pour des raisons de santé ou en cas de viol, ils sont ouverts à cette solution dans les circonstances qu'ils estiment sérieuses. Or, l'avortement implique presque toujours des circonstances jugées sérieuses par les personnes concernées. Déjà, à cette époque, il semble donc que les attitudes envers l'avortement ont beaucoup changé, et que le sort de la mère est mis au premier plan, contrairement à ce que veut l'éthique traditionnelle. Selon une enquête menée en 1972, 60 pour cent des Québécois et 64 pour cent des Ontariens estiment qu'en matière d'avortement la décision devrait n'impliquer que la femme et son médecin (Boyd et Gillieson, 1975). Les réponses obtenues dans ces enquêtes dépendent beaucoup de la façon dont les questions sont posées; en 1970, 28 pour cent des Québécois et 48 pour cent des Ontariens acceptent l'avortement pour n'importe quel motif durant les trois premiers mois de la grossesse (*ibid.* : 58).

D'après des données recueillies en 1984, Rochon (1989 : 52) conclut que c'est l'efficacité de la contraception qui permet de limiter la fécondité. Ainsi, 5 à 15 pour cent des grossesses sont interrompues volontairement, la majorité des femmes utilisent la pilule dès l'âge de 18 ans, et la majorité ont subi une opération chirurgicale stérilisante dès l'âge de 35-39 ans. Par ailleurs, les jeunes générations s'attendent toujours à avoir un nombre d'enfants

permettant de dépasser la moyenne de deux enfants par femme. Selon l'enquête de 1984, chez les 18-24 ans, cette moyenne est plus élevée au Québec (2,50) qu'en Ontario (2,34) (Balakrishnan et al., 1993 : 31). À 25-34 ans, on s'attend à une moyenne de 2,13 enfants au Québec et de 2,21 en Ontario.

FACTEURS EXPLICATIFS DE L'ÉVOLUTION OBSERVÉE DEPUIS 1960

En dehors de ces questions de contraception, c'est l'évolution des comportements familiaux qui semble liée le plus à la baisse de la fécondité depuis le début des années 1960. Cette deuxième transition démographique, que plusieurs sociétés ont connue en même temps, résulte surtout de l'assouplissement du lien conjugal et de l'acceptation de la vie de couple hors du mariage. Van de Kaa (1998) propose les indicateurs suivants pour ces transformations : modification de l'indice synthétique de fécondité, progression des naissances hors mariage, accroissement du pourcentage de naissances après 30 ans, diminution de la somme des premiers mariages réduits, élévation de l'âge au premier mariage, progression du divorce et de la cohabitation. Plusieurs de ces indices sont réunis au tableau 9, pour le Québec et l'Ontario.

À partir des tendances observées dans plusieurs pays, Lesthaeghe (1995) estime que cette transition peut être divisée en trois étapes. La première, qui s'étend de 1960 à 1970, inclut la fin du baby-boom, la fin de la tendance à l'abaissement de l'âge au mariage et le début de la progression du divorce. La deuxième étape, approximativement comprise entre 1970 et 1985, inclut la progression de la cohabitation et, par suite, des naissances issues d'unions libres. La troisième, amorcée en 1985, inclut un plateau dans la progression du divorce, un accroissement de la cohabitation après le mariage (donc un déclin du remariage) et un plateau dans la fécondité, en partie attribuable à l'augmentation de la proportion des naissances après 30 ans.

Selon les données du tableau 9, le Québec et l'Ontario suivent la norme de ces transformations. Il y a plus de ressemblances que de différences entre les deux provinces. Dumas et Bélanger (1996) constatent une convergence pour la fécondité et la nuptialité. L'âge au premier mariage, à son minimum entre 1961 et 1971, est un peu plus faible en Ontario qu'au Québec. C'est surtout pour la cohabitation que le Québec prend de l'avance à partir de 1981, année où les premières statistiques sont disponibles. En 1996, la cohabitation concerne 24,4 pour cent des couples au Québec et

TABLEAU 9 — Indices de fécondité et de nuptialité, Québec et Ontario, 1971-1996

	1971	1976	1981	1986	1991	1996
<i>Québec</i>						
Indice synthétique de fécondité	1,88	1,67	1,57	1,38	1,65	1,56
Âge médian au 1 ^{er} mariage						
Femmes	22,0	22,0	22,8	24,1	25,0	—
Hommes	24,0	24,0	24,7	26,2	27,0	—
Somme des premiers mariages réduits						
Femmes	—	640	560	442	427	363
Hommes	—	637	546	430	381	327
Cohabitation (% des couples)	—	—	8,2	12,5	19,0	24,4
Naissances hors mariage (%)	7,9	—	15,6	27,4	41,1	52,7
Naissances à ≥ 30 ans (%)	25,2	21,9	24,5	27,4	34,5	41,4
Âge moyen à la première naissance	—	—	—	25,9	26,7	26,9
<i>Ontario</i>						
Indice synthétique de fécondité	2,22	1,71	1,57	1,60	1,66	1,57
Âge médian au 1 ^{er} mariage						
Femmes	21,3	21,7	22,6	24,0	25,0	—
Hommes	23,5	23,8	24,6	25,8	27,0	—
Somme des premiers mariages réduits						
Femmes	—	745	685	658	653	609
Hommes	—	756	692	623	610	579
Cohabitation (% des couples)	—	—	5,0	6,2	7,5	9,1
Naissances hors mariage (%)	6,5	—	10,4	12,8	17,4	17,6
Naissances à ≥ 30 ans (%)	21,0	20,2	26,0	32,0	39,2	48,7
Âge moyen à la première naissance	—	—	—	26,0	26,9	27,7

Sources : tableau 2; Statistique Canada, 82-552, 1993 : 53-54; 84-205, 1971, 1976 et 1981; 1999a : 25, 28, 29, 8; Bélanger, 1999 : 31; Dumas et Bélanger, 1977 : 130; *Le Quotidien*, 14 octobre 1997.

Note : Premiers mariages : à 17-49 ans (hommes) et à 15-49 ans (femmes).

9,1 pour cent en Ontario, et la part des naissances hors mariage s'élève à 52,7 pour cent au Québec, comparativement à 17,6 pour cent en Ontario. La période 1986-1996 paraît marquée par un plateau dans la fécondité, en partie dû à un accroissement de la part des naissances après 30 ans. Dans ce cas, c'est l'Ontario qui est en avance sur la tendance, avec 48,7 pour cent des naissances après 30 ans, comparativement à 41,4 pour cent au Québec. L'âge moyen à la première naissance est de 27,7 ans en Ontario et de 26,9 ans au Québec en 1996. Selon Caldwell (1990), le manque de stabilité des unions est l'une des causes de l'accroissement du risque de n'avoir aucun enfant. On estime que le quart des Québécoises nées depuis le milieu des années 1950 resteront infécondes (Gauthier et al., 1997 : 59). Au recensement de 1991, 29,5 pour

cent des femmes québécoises n'avaient pas d'enfants à 30-34 ans; le chiffre est identique pour l'Ontario.

Influence des aspects socio-économiques

L'élévation du niveau de scolarité fait partie des changements qui ont accompagné l'évolution démographique, surtout dans le cas des femmes (Beaujot, 2000 : 58). Comme le démontre le tableau 8, le Québec a réalisé un rattrapage considérable depuis 1951. Même si l'instruction était entre les mains d'autorités religieuses de mentalité conservatrice, on y observe invariablement une relation négative entre fécondité et éducation (Lalou, 1993). Les femmes plus scolarisées sont mieux à même de décider de leur propre sort.

Bien sûr, cette libéralisation touche les rôles féminins et masculins, en particulier la participation des femmes au marché du travail, garante de leur liberté effective. Les femmes ne sont plus limitées à la sphère des rôles et rapports familiaux. Au Canada, en 1965, 52 pour cent des gens de langue française et 51 pour cent des gens de langue anglaise accordaient la préséance aux hommes en matière d'emploi : il n'était pas question d'égalité des chances pour les femmes mariées dans ce domaine (Boyd, 1975 : 157). Selon Langlois (1990 : 119), les années 1950 sont celles où la division des rôles sexuels était la plus tranchée, particulièrement dans la publicité, tandis qu'au cours des années 1980 on est passé à l'idée du partage des tâches. Durant les décennies 1960 et 1970, les femmes mariées mères de jeunes enfants interrompaient fréquemment leur carrière ou passaient au travail à temps partiel, mais ces deux comportements sont en nette régression durant les années 1980 (*ibid.* : 120). Les taux de participation à la main-d'œuvre étaient plus élevés en Ontario, pour les deux sexes (tableau 6). Il y a aussi une convergence depuis 1971, pour les deux sexes, mais les différences demeurent importantes pour les femmes : au recensement de 1996, 54,6 pour cent de celles qui étaient âgées de plus de 15 ans faisaient partie de la main-d'œuvre au Québec comparativement à 60,0 pour cent en Ontario.

Influence des aspects socio-culturels et politiques

Ces transformations peuvent être mises en rapport avec les changements apportés à la loi canadienne sur le divorce en 1968 et au Code civil québécois en 1964, ainsi qu'avec la réforme ontarienne des lois sur la famille, en 1978. Mais, en arrière-plan, il faut signaler l'évolution vers une plus grande liberté individuelle, et

donc l'acceptation du divorce, de la cohabitation, de l'avortement, des couples sans enfants, des nouvelles techniques de reproduction et de l'homosexualité (Dandurand, 1992; Van de Kaa, 1998; Lapierre-Adamcyk et Marcil-Gratton, 1975). À une génération (de femmes surtout) conditionnée à se sacrifier pour autrui (*dutiful generation*) a succédé, écrit Kettle (1980), une génération encline à placer l'intérêt personnel au-dessus de tout (*me generation*). Selon l'enquête sur la fécondité de 1984, les Québécois sont plus libéraux que les autres Canadiens vis-à-vis des valeurs familiales (Wu et Baer, 1996; Le Bourdais et Marcil-Gratton, 1996).

Les années 1960 représentent un changement plus spectaculaire, en partie parce que plusieurs choses arrivent en même temps. Au palier fédéral, ce sont les années des grandes commissions royales d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et sur la situation de la femme. De nouvelles lois sur le divorce et la contraception sont adoptées. Annonçant des amendements au code criminel, le ministre de la Justice, Pierre Elliott Trudeau, parle de « sortir l'État des chambres à coucher ». Les politiques sociales de l'État-providence tendent à libérer l'individu du contrôle social exercé par les familles et les anciennes autorités religieuses. C'est également à cette époque que paraît l'encyclique *Humane Vitae*, qui amène beaucoup de gens à penser que le Pape peut se tromper. Bien que l'encyclique ait voulu limiter l'accès aux méthodes de contraception, on a surtout conclu que c'était là une affaire de conscience individuelle. Lors de l'enquête de 1971, plus de 80 pour cent des femmes mariées catholiques se sont déclarées en désaccord avec la position de l'Église sur la contraception (Lapierre-Adamcyk et Marcil-Gratton, 1975 : 28). Il était devenu acceptable de diverger d'opinion avec l'autorité religieuse et de considérer que ces questions familiales relevaient de la conscience individuelle. Rappelons que les premiers sondages d'opinion sur des questions éthiques et politiques n'avaient eu lieu que durant les années 1950. L'opinion individuelle commençait à être valorisée.

Lorsqu'on considère le Québec en particulier, on relève une série d'autres changements politiques et sociaux, qui ont reçu le nom de « révolution tranquille ». Avant l'élection du gouvernement libéral, en 1960, la stratégie sociale était faite de non-intervention et de résistance à la construction de l'État-providence (Vaillancourt, 1988). L'éducation, la santé et le bien-être social dépendaient des autorités religieuses autant que des autorités politiques. La révolution tranquille ne marque pas tellement une rupture au plan socio-économique, dans la mesure où se poursuivent, durant les années 1960, des transformations déjà amorcées vers une

société urbaine et industrielle. Pelletier (1992) décèle surtout une rupture sur le plan politique. En cherchant des signes précurseurs de ce mouvement, Guindon (1978) cite la grève de l'amiante, en 1949, où une partie de l'intelligentsia et deux évêques ont pris la part des travailleurs, amorçant donc une rupture avec l'État, et la campagne de l'Association des professeurs de l'Université de Montréal contre l'octroi d'une charte universitaire aux Jésuites. Au cours de ces années, l'État exerce un rôle de plus en plus étendu, au point qu'il finit par contrôler le domaine social : l'éducation se développe, les services de santé sont sécularisés, le bien-être social se professionnalise. À l'instar du gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec adopte une charte des droits de la personne. Le Québec se retrouve donc avec un projet de société où l'État occupe une plus grande place, et où se définissent de nouvelles formes de nationalisme. Au plan culturel, on préconise une attitude critique envers les anciennes autorités, et donc un libéralisme individuel qui va de pair avec une société plus scolarisée, dotée d'une meilleure sécurité sociale, où s'épanouit une nouvelle classe moyenne comptant dans ses rangs des personnes formées en sciences sociales qui travaillent pour l'État. Les études sur l'Ontario de cette période sont moins nombreuses, mais on peut probablement parler de changements moins rapides. Par exemple, ce n'est qu'en 1985 que prend fin le long règne du gouvernement conservateur.

CONCLUSION

La transition démographique classique comporte des changements démographiques, économiques, et culturels : réduction de la mortalité infantile, diminution de la valeur économique des enfants, et nouvelles idéologies préconisant le contrôle individuel de la reproduction. La deuxième transition démographique est surtout liée aux transformations du domaine familial, qui entraînent un assouplissement des relations maritales, donc un accroissement du divorce et de la cohabitation, et la mise en place de formes familiales plus axées sur l'intérêt individuel des adultes.

On peut lire la transformation de la fécondité au Québec à travers cette description des deux transitions. La première étape s'est amorcée très lentement, après 1870; la transition a pris de la vitesse durant la période 1921-1931, mais avait à peine commencé dans certaines parties rurales de la province en 1930. La comparaison avec l'Ontario indique que cette lenteur peut être reliée à des retards économiques et à des blocages idéologiques. Durant les années 1940 et 1950, le baby-boom est moins important au Qué-

bec qu'en Ontario, mais on peut lui attribuer un prolongement du retard de la première transition, laquelle ne s'achève que durant les années 1960. Or, c'est essentiellement au même moment que s'engage la deuxième transition, qui, dès 1970, fait descendre la fécondité sous le seuil de remplacement des générations.

Le retard de la première transition et sa poursuite durant les années 1950 aident à comprendre la vitesse des changements de la deuxième transition, en particulier pour la chute de la fécondité, l'apparition de formes nouvelles de conjugalité et le report des naissances. Les changements ont été plus lents en Ontario, où la fécondité est globalement un peu supérieure à celle du Québec depuis 1960. Mais si la cohabitation est plus marquée au Québec, le report des naissances est plus avancé en Ontario.

D'autres éléments sont en jeu. Durant la première transition, le Québec français n'était pas toujours maître de son industrialisation et de son urbanisation. L'affermissement de son contrôle politique durant les années 1960 s'est accompagné d'une libération des individus par rapport aux anciennes contraintes sociales et religieuses. Ces transformations se font plus lentement en Ontario, qui n'a délaissé le régime conservateur qu'en 1985.

Les étapes de cette transformation se déroulent dans une société qui se trouve en situation minoritaire. Durant la première étape, cette situation peut comporter un blocage à l'égard du développement et un certain isolement par rapport aux changements idéologiques. Elle peut aussi inciter les élites traditionnelles à augmenter le poids démographique du groupe minoritaire (Beaujot, 1991 : 77). Durant la deuxième étape, ce sont surtout les individus qui veulent échapper au statut minoritaire en luttant contre les divers désavantages qui y sont associés, parfois en ayant moins d'enfants.

Une société soucieuse de mieux contrôler sa destinée peut-elle faire des choix démographiques garants d'un avenir prometteur ? Les sociétés industrielles où la fécondité est particulièrement faible durant les années 1990 sont celles qui se sont modernisées au chapitre de la place des femmes dans l'économie tout en conservant la famille traditionnelle (McDonald, 1997). Dans ces circonstances, les femmes doivent choisir entre la participation au monde moderne et la reproduction démographique. Or, l'évolution des politiques sociales et les transformations familiales au Québec montrent l'intérêt d'une formule différente de participation au monde moderne, y compris le partage des tâches économiques et domestiques au sein de nouvelles formes familiales. Ces familles pourraient inclure un nombre restreint d'enfants, sans mettre les intérêts individuels en danger.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BALAKRISHNAN, T. R., J. F. KANTNER et J. D. ALLINGHAM. 1975. *Fertility and Family Planning in a Canadian Metropolis*. Montréal et London, McGill-Queen's University Press, 217 p.
- BALAKRISHNAN, T. R., É. LAPIERRE-ADAMCYK et K. J. KROTKI. 1993. *Family and Childbearing in Canada: A Demographic Analysis*. Toronto, University of Toronto Press, 329 p.
- BEAUJOT, R., et K. MCQUILLAN. 1982. *Growth and Dualism: The Demographic Development of Canadian Society*. Toronto, Gage, 249 p.
- BEAUJOT, R. 1991. *Population Change in Canada: The Challenges of Policy Adaptation*. Toronto, McClelland and Stewart, 379 p.
- BEAUJOT, R. 2000. *Earning and Caring in Canadian Families*. Peterborough, Broadview, 416 p.
- BÉLANGER, A. 1999. *Rapport sur l'état de la population au Canada 1998-99*. Ottawa, Statistique Canada, no 91-209 au catalogue, 200 p.
- BOURBEAU, R., et J. LÉGARÉ. 1982. *Évolution de la mortalité au Canada et au Québec 1831-1931*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 140 p.
- BOYD, M. 1974. « Family size ideals of Canadians: A methodological note », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 11, 4 : 360-370.
- BOYD, M. 1975. « English-Canadian and French-Canadian attitudes toward women: Results of the Canadian Gallup Polls », *Journal of Comparative Family Studies*, 6, 2 : 153-169.
- BOYD, M., et D. GILLIESON. 1975. « Canadian attitudes on abortion: Results of the Gallup Polls », *Canadian Studies in Population*, 2 : 53-64.
- CALDWELL, G. 1990. « Fécondité », dans S. LANGLOIS, éd. *La Société québécoise en tendances : 1960-1990*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture : 125-133.
- CALDWELL, G., K. STIEHR, J. MODELL et S. DEL CAMPO. 1995. « Differing levels of low fertility », dans S. LANGLOIS, éd. *Convergence or Divergence: Comparing Recent Trends in Industrial Societies*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press : 43-87.
- CALDWELL, J. 1980. « Mass education as a determinant of the timing of fertility decline », *Population and Development Review*, 6, 2 : 225-255.
- CALDWELL, J. 1997. « The global fertility transition: The need for a unifying theory », *Population and Development Review*, 23, 4 : 803-812.
- CALDWELL, J. 1999. « The delayed Western fertility decline in English-speaking countries », *Population and Development Review*, 25, 3 : 479-513.
- CHARBONNEAU, H., B. DESJARDINS, A. GUILLEMETTE, Y. LANDRY, J. LÉGARÉ, et F. NAULT. 1987. *Naissance d'une population : les Français établis au Canada au XVII^e siècle*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 229 p.

- CHARBONNEAU, H. 1975. *Vie et mort de nos ancêtres*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 267 p.
- CHARLES, E. 1948. *The Changing Size of the Family in Canada*. Ottawa, Dominion Bureau of Statistics, Eighth Census of Canada, 1941, 311 p.
- COALE, A. J. 1973. « The demographic transition », dans *Congrès international de la population*, Liège, UIESP : 53-72.
- DANDURAND, R. 1992. « La famille n'est pas une île : changements de société et parcours de la vie familiale », dans G. DAIGLE et G. ROCHER, éd. *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal : 357-384.
- DUMAS, J., et A. BÉLANGER. 1996. *Rapport sur l'état de la population au Canada 1995*. Ottawa, Statistique Canada, no 91-209 au catalogue, 195 p.
- DUMAS, J., et A. BÉLANGER. 1997. *Rapport sur l'état de la population au Canada 1996*. Ottawa, Statistique Canada, no 91-209 au catalogue, 186 p.
- GAUTHIER, H., L. DUCHESNE, S. JEAN, D. LAROCHE et Y. NOBERT. 1997. *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie*. Québec, Bureau de la statistique du Québec, 257 p.
- GAUVREAU, D., et P. GOSSAGE. 1997. « Empêcher la famille : fécondité et contraception au Québec 1920-60 », *Canadian Historical Review*, 78, 3 : 478-510.
- GEE, E. 1986. « The life course of Canadian women: An historical and demographic analysis », *Social Indicators Research*, 18, 3 : 263-283.
- GUINDON, H. 1978. « The modernization of Quebec and the legitimacy of the Canadian state », dans D. GLENDAY, H. GUINDON et A. TUROWETZ. *Modernization and the Canadian State*. Toronto, Macmillan : 212-246.
- HENRIPIN, J. 1954. *La Population canadienne au début du XVIII^e siècle*. INED/PUF, 129 p.
- HENRIPIN, J. 1957. « From acceptance of nature to control: The demography of the French Canadians since the Seventeenth Century », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 23, 1 : 10-19.
- HENRIPIN, J. 1968. *Tendances et facteurs de la fécondité au Canada*. Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 425 p.
- HENRIPIN, J. 1989. *Naître ou ne pas être*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 140 p.
- HENRIPIN, J., et É. LAPIERRE-ADAMCYK. 1974. *La Fin de la revanche des berceaux : qu'en pensent les Québécoises ?* Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 164 p.
- HENRIPIN, J., P.-M. HUOT, É. LAPIERRE-ADAMCYK, et N. MARCIL-GRATTON. 1981. *Les Enfants qu'on n'a plus au Québec*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 410 p.
- KETTLE, J. 1980. *The Big Generation*. Toronto, McClelland and Stewart, 264 p.

- KROTKE, K. J., et É. LAPIERRE. 1968. « La fécondité au Canada selon la religion, l'origine ethnique et l'état matrimonial », *Population* 23, 5 : 815-834.
- KRULL, C., et F. TROVATO. 1998. « The Quiet Revolution and fertility in Quebec. 1931-1991 », dans *Contributions to Family Demography: Essays in Honour of Dr. Wayne W. McVey, Jr.* Edmonton, University of Alberta, Department of Sociology : 135-172.
- KYRIAZIS, S. 1990. *Relative Economic Status and Fertility: A Comparative Analysis of Quebec and Ontario*. Université de Montréal, thèse, 325 p.
- LALOU, R. 1993. « Quand l'école des femmes était une école des mères : influence de l'instruction sur la fécondité des Québécoises (1850-1940) », *Cahiers québécois de démographie*, 22, 2 : 229-262.
- LANDRY, Y. 1993. « Fertility in France and New France: The distinguishing characteristics of Canadian behaviour in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *Social Science History*, 17, 4 : 577-592.
- LANGLOIS, S. 1990. *La Société québécoise en tendances : 1960-1990*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 667 p.
- LAPIERRE-ADAMCYK, É., et N. MARCIL-GRATTON. 1975. « La contraception au Québec », *Canadian Studies in Population*, 2 : 23-51.
- LARSEN, U., et B. DESJARDINS. 1997. « Natural marital fertility: A case study of the French-Canadians 1660-1719 », dans *Congrès international de la population*, Beijing. Liège, UIESP : 165-182.
- LE BOURDAIS, C., et N. MARCIL-GRATTON. 1996. « Family transformations across the Canadian/American border: When the laggard becomes the leader », *Journal of Comparative Family Studies*, 27, 3 : 415-436.
- LEACY, F. H. 1983. *Historical Statistics of Canada*, Second Edition. Ottawa, Statistique Canada, no 11-516 au catalogue.
- LESTHAEGHE, R., et C. VANDERHOEFT. 1997. *Ready, Willing and Able: A Conceptualization of Transitions to New Behavioral Forms*. Bruxelles, Interuniversity Papers in Demography, No. 1997-8.
- LESTHAEGHE, R. 1995. « The second demographic transition in Western Countries: An interpretation », dans K. OPPENHEIM MASON et A. M. JENSENS, éd. *Gender and Family Change in Industrialized Countries*. Oxford, Clarendon : 17-62.
- MARCIL-GRATTON, N., et É. LAPIERRE-ADAMCYK. 1983. « Sterilization in Quebec », *Family Planning Perspectives*, 15, 2 : 73-78.
- MCDONALD, P. 1997. *Gender Equity, Social Institutions and the Future of Fertility*. Australian National University, Working Papers in Demography, No. 69.
- MCINNIS, R. M. 1987. *The Geographic Pattern of Fertility Decline in Canada: 1891-1931*. Communication présentée aux réunions de l'Association canadienne des géographes, Hamilton, mai.
- MCINNIS, R. M. 1992a. *The Fall in Fertility in Nineteenth Century Canada*. Communication présentée au congrès de l'Union internationale pour

- l'étude scientifique de la population, « Le peuplement des Amériques », Veracruz, 1992.
- MCINNIS, R. M. 1992b. *Infant Mortality in Late Nineteenth Century Canada*. Communication présentée au séminaire de l'UIESP, « La mortalité des enfants dans le passé », Montréal, octobre.
- MCINNIS, R. M. 2000a. « The population of Canada in the Nineteenth Century », dans M. HAINES et R. STECKEL, éd. *Population History of North America*. Cambridge University Press : 371-432.
- MCINNIS, R. M. 2000b. « Canada's population in the Twentieth Century », dans M. HAINES et R. STECKEL, éd. *Population History of North America*. Cambridge University Press : 529-599.
- NATIONS UNIES. 1999. *World Population Prospects: The 1998 Revision*. New York, United Nations, 627 p.
- PELLETIER, R. 1992. « La révolution tranquille », dans G. DAIGLE et G. ROCHER, éd. *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal : 609-624.
- PÉRON, Y., É. LAPIERRE-ADAMCYK et D. MORISSETTE. 1987. « Le changement familial : aspects démographiques », *Recherches sociographiques*, 28, 2-3 : 317-339.
- POUYEZ, C., et Y. LAVOIE. 1983. *Les Saguenayens*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 386 p.
- ROCHON, M. 1989. « La vie reproductive des femmes aujourd'hui : le cas du Québec », *Cahiers québécois de démographie*, 18, 1 : 15-61.
- ROMANIUC, A. 1984. *Fertility in Canada: From Baby-boom to Baby-bust*. Ottawa, Statistique Canada, no 91-524 au catalogue, 156 p.
- SKOLNICK, A. 1987. *The Intimate Environment*. Boston, Little, Brown.
- STATISTIQUE CANADA. 1973. *Recensement du Canada 1971. Population. Femmes non célibataires selon le nombre d'enfants mis au monde*. Ottawa, Statistique Canada, no 92-718 au catalogue.
- STATISTIQUE CANADA. 1992. *Certains renseignements sur les mariages contractés de 1921 à 1990*. Ottawa, Statistique Canada, no 82-552 au catalogue, 55 p.
- STATISTIQUE CANADA. 1993a. *Recensement 1991. Niveau de scolarité et fréquentation scolaire*. Ottawa, Statistique Canada, no 93-328 au catalogue.
- STATISTIQUE CANADA. 1993b. *Statistiques choisies sur la natalité et la fécondité, Canada, 1921 à 1990*. Ottawa, Statistique Canada, no 82-553 au catalogue, 83 p.
- STATISTIQUE CANADA. 1999a. *Recueil de statistiques de l'état civil, 1996*. Ottawa, Statistique Canada, no 84-214 au catalogue, 155 p.
- STATISTIQUE CANADA. 1999b. *Naissances et décès, 1997*. Ottawa, Statistique Canada, no 84F0210XPB au catalogue.
- STONE, L. O. 1967. *Urban Development in Canada*. Ottawa, Dominion Bureau of Statistics, 293 p.

- TREMBLAY, M., et É. HEYER. 1993. « Reproduction régionale différentielle des femmes nées entre 1860 et 1870 au Saguenay », *Cahiers québécois de démographie*, 22, 2 : 263-283.
- VAILLANCOURT, Y. 1988. *L'Évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 513 p.
- VAN DE KAA, D. J. 1998. *Postmodern Fertility Preferences: From Changing Value Orientation to New Behaviour*. Australian National University, Working Papers in Demography No. 74.
- WU, Z., et D. E. BAER. 1996. « Attitudes toward family life and gender roles: A comparison of English and French Canadian women », *Journal of Comparative Family Studies*, 27, 3 : 437-452.